

Aujourd'hui, les projets de coopération économique sont à la mesure des défis de ce temps. Je songe ici, en particulier, au projet Airbus ou au projet pilote de l'Artique. Je pourrais tout aussi bien citer les projets de coopération spatiale ou de coopération dans le domaine de l'océanographie. Je devrais parler aussi de nos grands projets dans le domaine nouveau et prometteur qu'est celui des communications; trois accords de coopération Franco-canadienne, dans le domaine de l'audiovisuel, seront en effet signés ces jours prochains. Deux portent sur des co-productions de cinéma, l'autre sur des co-productions d'émissions de télévision. En télévision notamment, n'oublions pas que la France et le Canada sont les deux seuls pays francophones au monde qui ont la capacité de produire en quantité suffisante les heures d'émissions en langue française que la nouvelle technologie réclame.

J'aimerais insister sur une initiative qui peut sembler modeste mais à laquelle j'attache beaucoup de prix. Je veux parler ici de la décision qui a été prise, au moment de la visite du Premier ministre Trudeau, de mettre sur pied un comité d'hommes d'affaires. Un peu sur le modèle de France-Canada, le comité est constitué d'un groupe français et d'un groupe canadien et ses objectifs sont de favoriser une meilleure connaissance réciproque de nos économies et de nos pratiques commerciales, de promouvoir les échanges commerciaux et la coopération industrielle, d'encourager la création d'entreprises communes et de conseiller les gouvernements français et canadien sur toute question pouvant avoir un impact sur nos relations économiques bilatérales. Il est prévu que le groupe canadien vienne en France, en juin, et je crois qu'il est permis de fonder beaucoup d'espoir sur ce que ce comité d'hommes d'affaires pourra accomplir dans le sens d'une meilleure compréhension et d'une plus grande coopération entre les acteurs économiques de nos deux pays.

L'occasion m'est donnée aujourd'hui de vous entretenir quelque peu d'un sujet d'intérêt commun et que nous ne pouvons négliger: la francophonie. De nombreux problèmes mondiaux nous préoccupent mutuellement, pour ne nommer que les difficultés que connaissent les pays en voie de développement auxquels nous tentons de procurer toute l'aide possible, ou la situation précaire de la paix dans le monde. Aussi, concernant la francophonie, la France et le Canada sont-ils directement impliqués dans son avenir. La langue française est l'héritage commun de millions d'hommes et de femmes qui vivent sur tous les continents et dans des conditions souvent radicalement différentes. Le Canada voudrait voir s'instaurer, par le biais de la communauté francophone, un libre dialogue, des échanges directs entre non-alignés et membres d'alliances diverses, entre pays en développement et pays industrialisés. La communauté francophone, malgré la longue route qui reste à parcourir, constitue déjà un lien unique, éminemment favorable au rapprochement que nous souhaitons tous et aux concertations indispensables à l'harmonie entre nations. La coopération entre